
**Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires et d'experts
pour l'Afrique du Nord**

Trente-septième réunion

Marrakech (Maroc), 1^{er} - 3 novembre 2022

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

**Examen du profil sous-régional 2022:
Bilan des conditions économiques, sociales et climatiques
en Afrique du Nord:**

Table des matières

1. Résumé analytique.....	2
2. Positions budgétaires et poids de la dette	8
2.1. Positions budgétaires au-delà de 2021	8
2.2. Poids de la dette publique des pays d'Afrique du Nord	9
3. Le renchérissement des denrées alimentaires et de l'énergie alimente une inflation globale déjà élevée.	11
4. L'activité commerciale sur la voie de la reprise mais non sans risques.....	12
5. La reprise du marché du travail retarde la reprise de la production	13
6. Conclusions et recommandations politiques.....	15
Références.....	18
Annexes.....	19

* ECA/SRO-NA/ICSOE/37/1

Résumé analytique

1. Si l'Afrique du Nord a retrouvé le chemin de la reprise en 2021, le rythme de cette reprise varie cependant d'un pays à l'autre. La plupart des économies n'ont pas retrouvé les niveaux de croissance d'avant la crise du COVID-19. Selon le rapport 'Situation et perspectives économiques mondiales' (WESP) des Nations unies (2022), le PIB réel de la région a augmenté de 7,6 % en 2021, à la suite d'une chute de 4,6 % en 2020.
2. En 2022 et au-delà, la région sera confrontée à une vague de défis. Les contrecoups négatifs actuels de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, l'aggravation des tensions géopolitiques et leur impact sur la croissance, conjugués à une série de chocs climatiques, ont infligé un sérieux revers aux perspectives économiques de l'Afrique du Nord, dont les pays font les frais d'une dette publique élevée, d'une inflation importante et d'une marge de manœuvre budgétaire nettement réduite dans la gestion de ces chocs. La croissance de la région a fléchi pour s'établir à 4,9 % en 2022 (WESP 2022) en raison de l'impact majeur des crises frappant ses principales économies. La flambée et la volatilité des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, les premiers étant dus en partie à une fréquence et à une gravité accrues des sécheresses, menacent la sécurité alimentaire de la région, risquant de compromettre la stabilité sociale et politique.
3. Bien que le Maroc ait fait relativement bonne figure en matière de remboursement de la dette, il n'a pour autant pas été épargné par les pressions inflationnistes induites par la flambée des prix alimentaires au niveau mondial, puisque l'alimentation représente un peu moins de 40 % du panier de l'IPC, et est fortement pondérée en faveur du blé. La Tunisie a été affectée négativement par la détérioration de sa balance des paiements, aggravée par l'augmentation de la facture des importations résultant de la flambée des prix des denrées alimentaires et des carburants. Dans le cas de l'Égypte, la faiblesse du taux de change national par rapport au dollar est à l'origine de l'inflation globale. Les exportateurs de pétrole (Algérie et Libye) ont bénéficié de la manne de la hausse des prix du pétrole et de l'augmentation de la production de pétrole en 2022, et ont ainsi pu reconstituer leurs réserves.
4. Après le rebond de l'Afrique du Nord en 2021, ses gouvernements sont maintenant appelés à tirer parti de la riposte à la crise en investissant dans des mesures destinées à accroître la résilience aux chocs et à créer des emplois en 2022 et au-delà. De plus, les pays d'Afrique du Nord doivent se pencher sur les questions de viabilité de la dette et de la liquidité. Ils sont désormais tenus de concevoir et de mettre en œuvre des politiques visant à préserver la relance et la stabilité macroéconomique. Aussi, les politiques destinées à réduire l'inflation sont-elles déterminantes. Pour ce faire, il convient de concevoir des programmes permettant de répondre à tout besoin d'augmentation des dépenses de santé ou de mesures de soutien fiscal (augmentation des filets sociaux) dans les limites du budget prévu.
5. Les crises devenant de plus en plus fréquentes, il y a lieu d'accélérer les réformes structurelles dans la région, en particulier pour les pays importateurs de pétrole confrontés au double impact de la hausse des prix des denrées alimentaires et du pétrole. Les réformes sont certes nécessaires sur le plan fiscal, mais les pays ont également besoin de réformes visant à renforcer le rôle du secteur privé dans la création d'emplois et la transformation économique efficace. Il est, par ailleurs, indispensable de mettre en place des réformes visant l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques.
6. Sachant que l'Afrique du Nord est très vulnérable aux effets du changement climatique, les gouvernements ont pour priorité de se tourner vers les technologies à faible émission de carbone et les énergies renouvelables tout en renforçant l'adaptation. De même, le secteur privé se doit de jouer un rôle essentiel dans la mobilisation de fonds supplémentaires pour la transition vers une économie verte, les gouvernements étant actuellement soumis à des contraintes budgétaires. Obtenir des financements supplémentaires pour le climat, en particulier pour l'adaptation, est donc une priorité absolue pour la prochaine COP27 en Égypte.

7. Les multiples crises attestent également de l'importance de la technologie numérique. Il est par conséquent nécessaire de se doter d'un écosystème numérique pour les services financiers, le commerce électronique et les services publics en ligne. Ceci est possible à travers l'amélioration de l'environnement numérique, et la mise en place de politiques et de réglementations favorisant une plus grande intégration de la région et un accès plus grand aux chaînes de valeur mondiales.

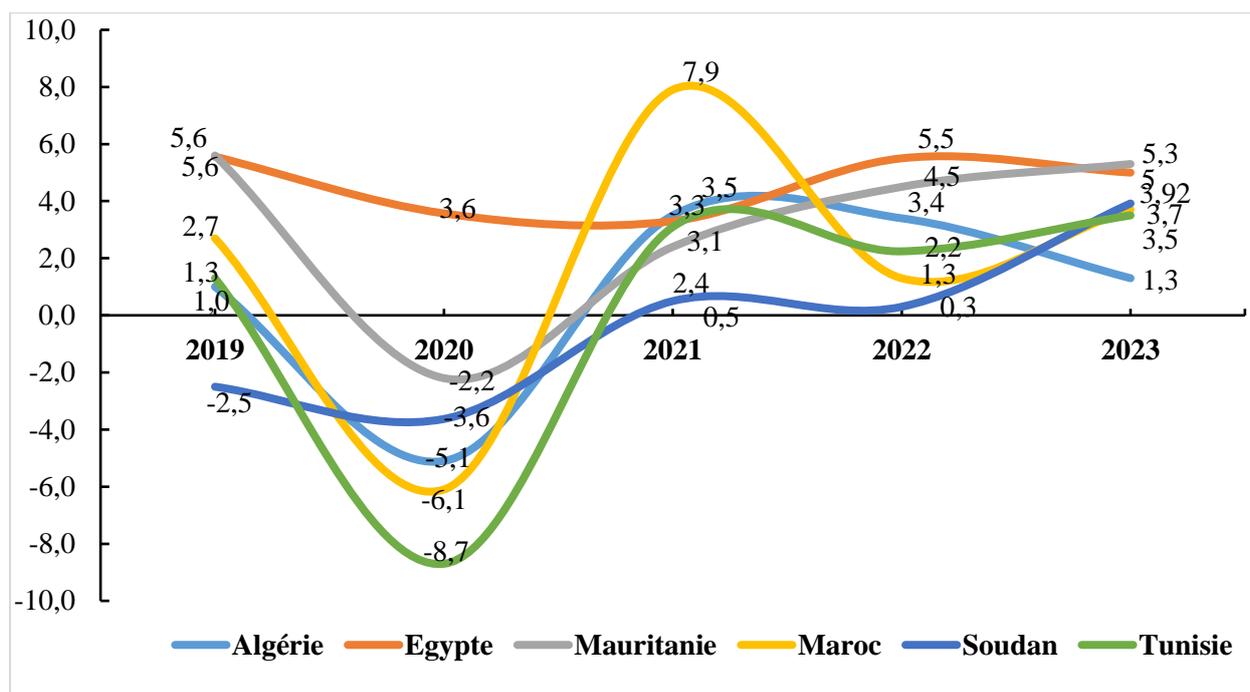
8. Les débouchés ouverts par la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) offriront à la région la possibilité d'accroître la production et la valeur ajoutée tout en mettant en place des infrastructures résistantes au climat et des systèmes alimentaires durables à même d'approvisionner et développer les marchés agroalimentaires locaux et régionaux. Ainsi, la ZLECAf a le potentiel non seulement de réduire l'exposition de la région aux perturbations mondiales, mais aussi de stimuler l'agro-transformation et la fabrication locales et enfin d'accélérer la transition vers une économie verte.

1. Perspectives de croissance sur fond de crises multiples

9. L'année 2021 a été marquée par un rebond de l'économie mondiale attribuable à la réduction des restrictions liées à la pandémie, malgré les perturbations de novembre 2021 induites par la nouvelle variante de Covid-19, l'Omicron. Ce rebond a été porté par de fortes dépenses de consommation et une certaine reprise de l'investissement. Les pressions inflationnistes sont toutefois restées fortes. En 2022, la croissance mondiale a connu un fléchissement dans les économies de marché avancées, en développement et émergentes, en raison des perturbations provoquées par la guerre en Ukraine sur le plan des activités, des investissements et du commerce mondial, et de l'incertitude qu'elle a suscitée.

10. En Afrique du Nord, la croissance est redevenue positive en 2021. Selon le rapport "Situation et perspectives économiques dans le monde (WESP)" des Nations unies de 2022, le PIB réel de la région a augmenté de 7,6 % en 2021 et devrait ralentir à 4,9 % en 2022, et ce malgré le fait que l'Afrique du Nord reste la sous-région du continent africain qui enregistre la croissance la plus rapide.

11. En 2021, la croissance de l'Afrique du Nord a été en grande partie tirée par des facteurs ponctuels tels que la réouverture d'importants champs pétrolifères en Libye dans un contexte de hausse des prix du pétrole, et une saison agricole exceptionnelle au Maroc. En outre, les campagnes de vaccination effectuées dans la région ont contribué à l'assouplissement des restrictions de la mobilité. Le Maroc et la Tunisie ont respecté l'objectif de vaccination de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à savoir une couverture de 40 % à la fin de 2021. A l'exception du Soudan, la totalité des pays d'Afrique du Nord ont renoué avec la croissance économique en 2021, sans toutefois atteindre les niveaux d'avant la pandémie (figure 1). Les perspectives pour 2022 en Afrique du Nord sont orientées à la baisse compte tenu des retombées négatives de la guerre en Ukraine et de l'imposition de sanctions à la Russie.

Figure 1 : Évolution de la croissance du PIB réel des pays d'Afrique du Nord

Source: Statistiques nationales et données de la Banque Mondiale. Note : Les données pour la Libye ne sont pas présentées du fait de leur grande dispersion.

12. Comme toutes les économies du monde, celles d'Afrique du Nord ont été confrontées à de nombreux défis en 2022. Selon le rapport Situation et perspectives économiques mondiales (WESP) des Nations Unies, le rythme de croissance de l'Afrique du Nord poursuivra son ralentissement, mais restera, à l'exception de la Libye, à son niveau de croissance de 2021. Les pays de la région sont exposés aux effets négatifs de la COVID-19, du conflit Russie-Ukraine et des problèmes liés au changement climatique. Ces trois crises ont ravivé les inquiétudes sur les perspectives de croissance, la nécessité de créer de nouveaux liens d'investissement, les vulnérabilités élevées de la dette, les pressions inflationnistes croissantes et les risques accrus d'insécurité alimentaire et énergétique dans toute l'Afrique du Nord. 2022 a également été caractérisée par une moindre nécessité de recourir à des restrictions perturbatrices liées à la pandémie (par rapport à 2021) et ce malgré la persistance d'inégalités entre les pays en matière d'accès aux vaccins. De nombreux pays sont entrés dans la phase endémique de la COVID-19. Un grand nombre de pays sont maintenant entrés dans la phase endémique de l'épidémie de COVID-19. Cependant, les pertes induites par la pandémie, aussi bien en termes de production économique que d'emploi, continueront d'être importantes au moins jusqu'en 2023. En outre, le resserrement des conditions financières mondiales a attisé les inquiétudes concernant les pressions sur les liquidités induites par les besoins de financement bruts élevés des gouvernements (service de la dette et déficits budgétaires) en Afrique du Nord. Cette situation s'est traduite par une baisse des réserves de change, une hausse de l'inflation et une pression sur les monnaies de la région

13. Les chocs externes induits par la guerre et les sanctions infligées à la Russie ont perturbé les pays d'Afrique du Nord dans différents canaux de transmission, notamment les chaînes d'approvisionnement et le commerce, en raison des parts de marché importantes de la Russie et de l'Ukraine dans le domaine de l'énergie. Ces pays sont des fournisseurs clés de produits de base, notamment le blé, le maïs et l'huile de tournesol. L'Égypte, la Libye, la Tunisie et le Maroc dépendent de la Russie et de l'Ukraine à hauteur d'au moins 30 % de leurs importations de blé. La Russie est également le premier exportateur mondial d'engrais. Les prix des denrées

alimentaires et de l'énergie ont fortement augmenté au cours du premier trimestre 2022, mettant sous pression les soldes budgétaires et courants et les réserves de change des exportateurs non pétroliers.

14. En ce qui concerne le canal des investissements directs étrangers (IDE) et des transferts de migrants, le repli de la croissance mondiale a entraîné une réduction attendue des rendements, au même titre que les incertitudes créées par le conflit, compromettant ainsi la confiance des investisseurs. Cela a provoqué un ralentissement des flux d'IDE et une chute des transferts en provenance d'Europe, en raison de la baisse d'activité causée par la crise. En outre, les hausses des taux directeurs des banques centrales ont contribué au resserrement des conditions financières internationales en réaction à l'accélération de l'inflation mondiale. Sur une note positive, en faisant grimper les prix des hydrocarbures, le conflit a contribué à améliorer les équilibres budgétaires et extérieurs des pays exportateurs d'énergie d'Afrique du Nord tels que l'Algérie et la Libye, compte tenu de leurs importantes réserves de pétrole et de gaz.

15. Ce sont toutes ces difficultés qui ont provoqué un ralentissement de la croissance économique dans la plupart des pays de la région en 2022. Seuls l'Égypte, la Mauritanie et, dans une moindre mesure, l'Algérie présentent des perspectives particulièrement favorables en 2022 (Figure 1). Selon le ministère algérien des finances, il est prévu que l'économie progresse de 3,4 % en 2022 en raison de l'augmentation des prix des hydrocarbures, laquelle devrait améliorer l'équilibre budgétaire et extérieur du pays malgré la hausse des prix des importations de produits alimentaires. La transition vers une politique économique plus libérale contribuera également à améliorer l'attractivité du marché algérien auprès des investisseurs étrangers. Toutefois, la dépendance structurelle de l'Algérie à l'égard des importations alimentaires a quelque peu freiné le potentiel de croissance économique de 2022.

16. En Tunisie, le rythme de la reprise ralentit en 2022, en raison de la hausse de la facture des importations; à l'origine une augmentation des prix. Le secteur tertiaire tunisien est confronté à la faiblesse de la consommation privée en raison de la hausse de l'inflation. La double difficulté d'attirer des financements et des investissements bilatéraux et le coût élevé des emprunts sur les marchés financiers induit par la faiblesse de sa notation souveraine ne font qu'ajouter aux difficultés économiques de la Tunisie. Le besoin de financement extérieur du pays continue d'augmenter et les négociations avec le FMI pour obtenir un prêt de 4 milliards de dollars ont repris en février. La Tunisie est également aux prises avec une grave crise de l'eau.

17. Selon le ministère égyptien de la planification et du développement économique, le PIB devrait connaître une croissance de 5,5 % en 2022, en cohérence avec l'engagement du pays à mettre en œuvre la deuxième phase de réformes structurelles ; la première phase, couvrant la période 2016-2019, a permis de rétablir les grands équilibres macroéconomiques du pays. Par contre, l'Égypte étant un importateur net, sa facture d'importation a été gonflée par la flambée des prix mondiaux des matières premières, obligeant finalement les autorités à mettre en place une réglementation des importations. Par ailleurs, les pressions inflationnistes actuelles et le resserrement monétaire pèsent sur la consommation privée du pays, pendant que la hausse de la facture des importations et du service de la dette devraient, à terme, entraîner des mesures de réduction des dépenses d'investissement.

18. En 2022, l'économie mauritanienne a ressenti les effets contrastés du conflit opposant la Russie à l'Ukraine. Le taux de croissance du PIB prévu de 5,0 % pour 2022 repose sur les perspectives de hausse des prix des produits de base et de la demande mondiale, notamment de l'or et du fer, ainsi que sur l'amélioration de la confiance des investisseurs privés au lendemain des accords de restructuration de la dette de 2021 et 2022. Ainsi, l'avantage pour la Mauritanie d'une forte demande de minerai de fer et d'or l'emportera sur l'effet négatif de la hausse des prix des denrées alimentaires et énergétiques induite par le conflit.

19. En 2022, le rythme de croissance du Maroc s'est ralenti pour atteindre 1,3 %, en raison d'une grave récession agricole induite par la sécheresse et de la faiblesse de la demande d'exportation dans un contexte marqué par des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. La hausse de la facture d'importation due à l'impact du conflit Russie-Ukraine sur les prix mondiaux des produits de base y a également contribué. Le Maroc a conservé une position souple à même de protéger l'activité économique.

20. Bien que la Libye soit un exportateur de pétrole, elle connaîtra une contraction en raison de l'instabilité politique en 2022 qui conduira à des perturbations de la production pétrolière. La croissance du Soudan devrait s'établir à 0,3 % en 2022 en raison des prix mondiaux du pétrole et des denrées alimentaires et de la suspension de l'aide financière (depuis le coup d'État d'octobre 2021).

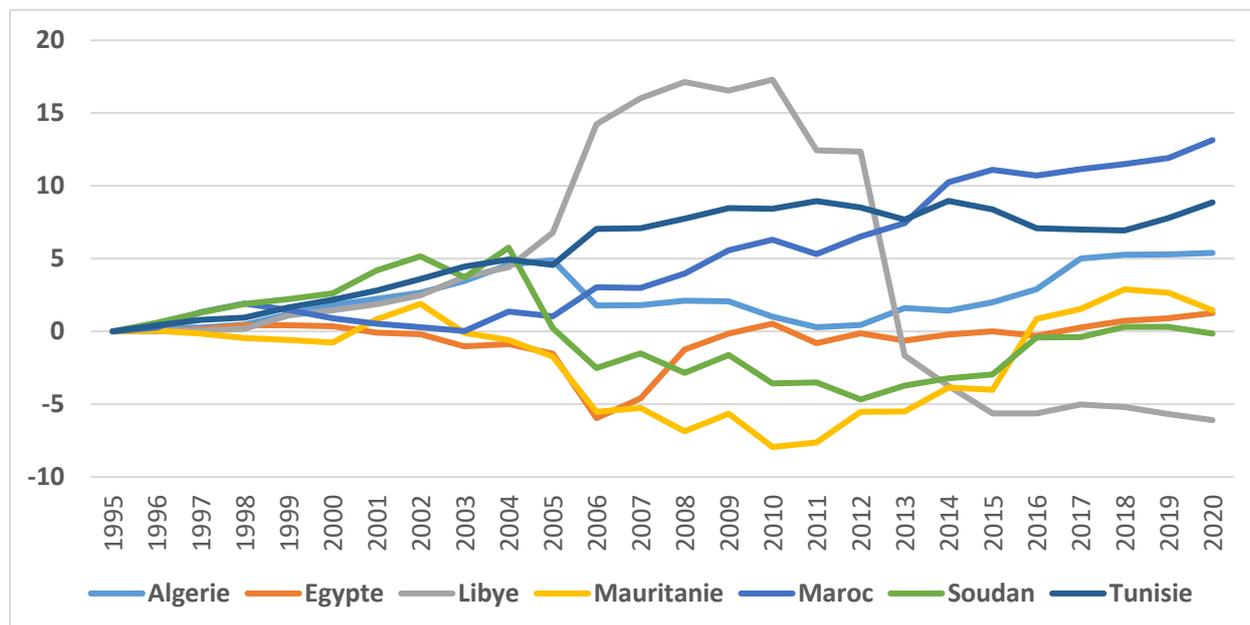
Les réalités du changement climatique en Afrique du Nord à la veille du sommet COP 27

21. Un autre facteur clé influençant les perspectives économiques et sociales de la région est le changement climatique. La crise climatique s'accélère, provoquant des conditions météorologiques plus fréquentes et plus extrêmes. Ces dernières années, les pays d'Afrique du Nord ont dû faire face à une augmentation notable des catastrophes liées au climat. Les pays devront adopter des mesures décisives pour atteindre la neutralité en carbone.

22. Ainsi, à titre d'exemple, au cours des dernières années, l'agriculture marocaine, qui compte pour 10 % du PIB et 33 % de l'emploi total, a été lourdement éprouvée par la sécheresse. Vitales pour le bien-être économique du pays, l'agriculture, la pêche et le tourisme consomment quelque 80% des ressources hydriques du Maroc. Au Soudan, une tendance similaire apparaît, où les sécheresses et les inondations ont décimé 20% des terres cultivables et réduit la biodiversité (PEA, 2022). Selon la Banque mondiale (2021), les cinq premiers pays d'Afrique ayant connu la plus forte détérioration des niveaux d'eau sur la période 1997-2018 sont situés en Afrique du Nord (Libye, Algérie, Soudan, Égypte et Tunisie), ce qui en fait la région la plus soumise au stress hydrique dans le monde, avec une forte dépendance à l'égard de l'agriculture sensible au climat.

23. L'indice global d'adaptation de Notre Dame (ND-GAIN), qui mesure la vulnérabilité d'un pays au changement climatique, indique une légère baisse de cette vulnérabilité entre 1995 et 2020 en Afrique du Nord, à l'exception de la Mauritanie, de la Libye et du Soudan (figure 2). Cela se comprend compte tenu des périodes d'instabilité politique traversées par la Libye et le Soudan ces dernières années. En Mauritanie, la fréquence des feux de brousse causés par l'augmentation de la température a augmenté à un rythme alarmant, ce qui constitue une menace sérieuse pour les réfugiés pastoraux et les communautés d'accueil pratiquant l'élevage extensif (Organisation météorologique mondiale, 2021), alors que le lac Mahmouda, source vitale d'eau et de nourriture pour les réfugiés et les communautés locales, menace de s'épuiser.

Figure 2: Indice de vulnérabilité de ND-GAIN à la variation du changement climatique par pays en Afrique du Nord



Source : ND-GAIN. Note : L'indice conjugue la vulnérabilité (exposition, sensibilité et capacité d'adaptation à l'impact négatif du changement climatique) et la rapidité de réaction (capacité à tirer parti des investissements et à les traduire en actions d'adaptation).

24. Les gouvernements d'Afrique du Nord cherchent à obtenir des conditions climatiques durables, conformément aux ODD. L'Égypte et le Maroc ouvrent la voie dans la région en ce qui concerne la migration vers les sources d'énergie renouvelables. L'Égypte s'est engagée à porter sa part d'énergie renouvelable à 42 % d'ici 2035, tandis que le Maroc vise à atteindre 80 % d'utilisation d'énergie renouvelable d'ici 2050. Dans le même ordre d'idées, l'Algérie souhaite réduire ses émissions de GES de 7 % d'ici à 2030 et a intégré la viabilité environnementale dans le plan de relance économique 2020-24, tandis que la Libye prévoit de produire 22 % de son électricité à partir de sources renouvelables d'ici à 2030. En adoptant la contribution déterminée au niveau national (CDN), qui prévoit une réduction de 11 % des émissions de GES d'ici à 2030, la Mauritanie entend réduire sa grande vulnérabilité. Le gouvernement tunisien, de son côté, a dévoilé le Plan solaire tunisien, visant à atteindre une part de 30% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique du pays d'ici 2030 et à réduire l'intensité carbone de 41% par rapport à 2010.

25. En revanche, les pays d'Afrique du Nord demeurent très vulnérables aux effets du changement climatique. Il est donc nécessaire de redoubler d'efforts. Selon les indicateurs utilisés dans la construction de l'indice de vulnérabilité ND-GAIN, les principaux problèmes communs aux pays d'Afrique du Nord en termes de vulnérabilité sont la capacité technologique agricole limitée, l'effet du changement climatique sur les rendements des cultures céréalières et le problème de la rareté de l'eau (ratio de dépendance à l'eau et barrage hydraulique). En termes de capacité de réaction (capacité de réponse au changement climatique des pays d'Afrique du Nord), les principaux obstacles identifiés sont le manque de compétences, le faible niveau d'innovation, la corruption et l'absence d'un cadre réglementaire solide. Autant de domaines d'interventions politiques possibles.

26. Un autre risque pour l'Afrique du Nord tient au fait que de nombreux gouvernements, notamment ceux de la Tunisie et de l'Égypte, sont soumis à des contraintes budgétaires. Par conséquent, la transition des schémas de développement actuels vers une croissance verte exigera un changement de paradigme dans la manière dont les gouvernements et le secteur privé prennent des décisions et agissent, notamment en ayant conscience de l'environnement et du climat. Les gouvernements sont invités à trouver un moyen de dynamiser la capacité du secteur privé à mobiliser des ressources, des connaissances et des innovations supplémentaires pour relever les défis du changement climatique. Les efforts consisteraient notamment en des investissements du secteur privé destinés à développer des infrastructures propres, à réduire la consommation d'énergie et d'eau, à améliorer la résilience climatique des villes et des communautés et à soutenir les écosystèmes naturels.

27. Du 7 au 9 septembre, les dirigeants africains se sont réunis à Sharm El Sheikh, Egypte, pour discuter de leur programme pour le prochain sommet de la COP27 dans la perspective d'assurer une transition climatique juste, qui tienne compte de la faible participation de l'Afrique aux émissions climatiques et de ses vastes besoins de financement. La sécurisation du financement climatique est en tête de liste. L'un des principaux résultats escomptés de la COP27 est que les économies avancées poursuivent et concrétisent les engagements pris lors de la COP26 afin de combler l'énorme déficit de financement dont ont besoin les pays africains pour s'adapter au changement climatique. À cet égard, les promesses devraient se traduire par des accords financiers tangibles, capables d'attirer et de mobiliser des capitaux privés à grande échelle. Outre les recommandations spécifiques liées au financement, les dirigeants africains appellent également à un renforcement des capacités et à un soutien institutionnel par le biais, notamment, de la création d'unités de financement du climat, d'un soutien au développement et à l'institutionnalisation d'approches de budgétisation durable, et d'investissements dans l'assistance technique et le renforcement des capacités.

2. Positions budgétaires et poids de la dette

2.1. Positions budgétaires au-delà de 2021

28. En 2021, la situation budgétaire des pays d'Afrique du Nord est en amélioration suite à l'augmentation des ressources publiques (tableau 1). En 2021, la majeure partie des recettes publiques des pays d'Afrique du Nord sont en hausse par rapport à leur niveau de 2020, en lien avec la reprise économique et la levée de certaines mesures d'allègement fiscal adoptées par les pays pour faire face aux effets de la crise du COVID-19.

29. Cependant, la situation budgétaire en 2022 a été défavorable pour certains pays d'Afrique du Nord. Il semblerait que le déficit budgétaire de tous les pays importateurs d'énergie se soit encore creusé, contrairement aux soldes positifs de l'Algérie (+0,7 % du PIB) et de la Libye (+0,5 % du PIB). Dans le cas de ces pays, on a assisté à une nette amélioration des finances publiques et de la balance courante, en raison de l'impact positif à court terme de la crise russo-ukrainienne sur les exportations d'hydrocarbures. En 2022, d'autres pays de la région enregistrent des déficits budgétaires. À titre d'illustration, les déficits de l'Égypte s'élèvent à 7,9 %, et celui du Maroc - à 3,9 % - est le plus élevé de la région. Il est probable que le déficit budgétaire de la Tunisie se réduise légèrement d'ici la fin de l'année, celle-ci s'attendant à une augmentation des recettes touristiques suite à la réouverture de ses frontières avec l'Algérie, à compter du 15 juillet 2022, après une fermeture de plus de deux ans imputable à la pandémie de COVID-19.

Tableau 1 : Position fiscale des pays d'Afrique du Nord sur la période 2019-2022

Solde budgétaire global (en % du PIB)	2019	2020	2021	2022	2023
Algérie	-9,6	-12	-3,3	0,7	-0,8
Egypte, République arabe	-8,1	-7,9	-7,4	-7,9	-7,3
Libye	1,7	-64,4	10,6		
Mauritanie	2	1,9	2,5	-0,5	-0,6
Maroc	-3,8	-7,6	-6	-6,2	-5,8
Tunisie	-2,9	-9,4	-7,7	-6,3	-5,6
Solde budgétaire primaire (en % du PIB)	2019	2020	2021	2022	2023
Algérie	-9	-11	-2,9	1,3	0
Egypte, République arabe	1,9	1,8	1,5	1,3	1,7
Mauritanie	3	3,2	3,4	0,5	0,4
Maroc	-1,5	-5,1	-3,7	-3,9	-3,4
Tunisie	-0,4	-5,8	-4,7	-3,1	-2,5

Source : CEA, selon la base de données de la Banque Mondiale.

2.2. Poids de la dette publique des pays d'Afrique du Nord

30. En Afrique du Nord, la dette publique reste élevée avec, dans de nombreux pays, près de 100% du PIB en 2021. (Tableau 2). De manière générale, la pandémie de la COVID-19 a amplifié la situation d'endettement des pays africains, provoquant une forte augmentation des besoins de financement public. A l'exception de la Mauritanie, dont le taux d'endettement (54,7%) est inférieur au seuil de viabilité de 60,0 en % du PIB fixé par le Fonds monétaire international (FMI) pour les économies africaines, les pays d'Afrique du Nord ont enregistré en 2021 des ratios dette publique/PIB relativement élevés (Tableau 2). Les ratios dette publique/PIB de l'Égypte, du Maroc, de la Tunisie et du Soudan sont bien supérieurs à la référence de 70 % du PIB pour les marchés émergents. D'après l'analyse de viabilité de la dette (AVD) du FMI, les dettes publiques de l'Égypte et du Maroc ont été jugées viables mais sujettes à des risques importants. La Tunisie ne peut plus assurer la viabilité de sa dette publique et a instamment besoin d'un programme solide d'assainissement budgétaire et de réformes structurelles pour la rétablir. Les deux déclassements de la Tunisie par Moody's en 2021, ainsi que le déclassement de Fitch, ont accentué les difficultés économiques de la Tunisie.

Tableau 2 : La dynamique de la dette en Afrique du Nord (2019-2022)

Dette publique (en % du PIB)					
	2019	2020	2021	2022f	2023f
Algérie	45,6	52,1	61,2	51,8	50,5
Egypte	90,2	87	92,4	96,4	91,6
Mauritanie	63,5	65,5	59,3	56,7	56,7
Maroc	64,8	76,4	75,6	79,8	79,5
Soudan	200,3	249,1	208,6	191,9	184
Tunisie	67,9	79,5	84,5	84,2	90,6
Dette publique extérieure (en % du PIB)					
	2019	2020	2021	2022	
Algérie	0,8	0,8	0,7	0,5	
Egypte	36	34,1	36,3	32,3	
Mauritanie	55,4	57,8	54,5	51,3	
Maroc	14	19,1	18,1	18,3	
Soudan	167,8	167,4	164	160,7	
Tunisie	47,8	52,4	53,1	53,8	
Paiement des intérêts(% GDP)					
	2019	2020	2021	2022	
Algérie	0,6	0,9	0,6	0,7	
Egypte	10	9,7	8,9	9,2	
Mauritanie	0,9	1,2	0,9	1	
Maroc	2,3	2,5	2,3	2,4	
Tunisie	2,5	3,6	3	3,2	

Source : CEA, basé sur les données de la Banque mondiale de MPO.

31. En 2021, le ratio dette publique extérieure/PIB a reculé en Algérie, en Mauritanie, au Maroc et au Soudan, et a connu une légère augmentation en Égypte et en Tunisie (Tableau 2). En 2022, les niveaux de la dette extérieure restent élevés en raison des effets du conflit Russie-Ukraine (tableau 2). Les niveaux d'endettement extérieur du Soudan, de la Tunisie et de la Mauritanie sont supérieurs à 40 % de leur PIB. Le niveau élevé de la dette publique en devises étrangères constitue un risque pour la stabilité financière en raison des risques élevés de change et de remboursement, en particulier en Tunisie. La hausse des taux d'intérêt entraîne une augmentation du coût du service de la dette future, ce qui réduit les possibilités pour les pays de se désendetter. Des taux d'intérêt plus élevés poussent également les investisseurs à se détourner des actifs plus risqués des pays en développement au profit d'actifs plus sûrs des économies avancées.

32. En 2021, tous les pays d'Afrique du Nord ont pu accéder aux allocations générales de droits de tirage spéciaux (DTS) pour un total de 1,14% de l'allocation mondiale de DTS (650 milliards de DTS). Ces ressources ont renforcé les réserves de change des banques centrales. Les allocations générales de DTS ont, entre autres, permis à ces pays de financer leurs besoins en lien avec la crise sanitaire et la relance économique (Tableau 3 en Annexe). Il y a lieu toutefois de noter que les pays africains n'ont pas eu leur juste part de l'émission totale de DTS. Les deux tiers de l'allocation de DTS de 650 milliards de dollars réalisée en août 2021 ont bénéficié aux économies développées. Il est donc important de recycler une partie des DTS des pays développés vers les pays à revenu faible ou intermédiaire. Cette mesure aidera les pays à faible budget et à forte dette à dégager des marges budgétaires pour couvrir des dépenses supplémentaires et accroître leur résistance aux chocs. Toutefois, les pays doivent également s'efforcer de renforcer la collecte des recettes fiscales au niveau national et d'améliorer la gestion des dépenses publiques.

3. Le renchérissement des denrées alimentaires et de l'énergie alimente une inflation globale déjà élevée.

33. Dans la plupart des pays d'Afrique du Nord, l'inflation a augmenté en 2021 mais est demeurée à un chiffre, à l'exception du Soudan qui a connu une inflation largement supérieure à 100 % (tableau 4). Les monnaies nord-africaines ont été mises à rude épreuve en 2021 (Tableau 5 en Annexe). La livre soudanaise s'est fortement dépréciée, provoquant une hausse de l'inflation de plus du double. Le dinar libyen a été dévalué de 70% par rapport à son taux de change officiel en 2021 dans le cadre de réformes plus larges. En 2022, les monnaies les plus exposées à une pression soutenue sont le dinar tunisien et la livre égyptienne. Cette dernière a été dévaluée de 16 % en avril 2022 suite à d'importantes sorties de capitaux et à une forte baisse des réserves de change.

34. Selon la base de données des produits de base de la Banque Mondiale, l'indice des prix des engrais a augmenté de plus de 150,0 % entre janvier et décembre 2021. Sur le marché international, les données de la Banque Mondiale pour 2022 indiquent que l'indice des prix des denrées alimentaires a augmenté de 19,0 % au premier semestre 2022, contre 8,4 % et 6,3 %, respectivement, pour l'indice des prix de l'énergie et l'indice des prix des biens non énergétiques. Par ailleurs, au cours des six premiers mois de 2022, le prix du baril de pétrole a également augmenté d'environ 39,2 %. Conséquence : les pressions inflationnistes ont augmenté en 2022 et les pressions sur le coût de la vie se sont accentuées dans la plupart des pays d'Afrique du Nord. En Algérie, les prix des denrées alimentaires sont le principal moteur de la flambée inflationniste dans le pays, malgré les subventions alimentaires instaurées par l'État algérien.

35. En 2022, l'Égypte a été soumise à de fortes pressions inflationnistes, engendrées aussi bien par les évolutions nationales que mondiales, suite à la hausse des prix du carburant et du blé (amortie en partie par les subventions), à une ruée vers les valeurs refuges et à l'impact de la dévaluation de la monnaie en mars. En 2022, l'Égypte a enregistré une inflation à deux chiffres. (11%) (Tableau 3).

36. En 2022, les pressions inflationnistes au Maroc ont été alimentées par la flambée des prix des produits de base, ainsi que par la faiblesse du taux de change dirham-dollar dans un contexte de demande croissante de valeurs refuges et de resserrement de la politique monétaire américaine.

37. En Tunisie, l'inflation a poursuivi son ascension en 2022, les autorités ayant partiellement monétisé le déficit au début de l'année 2022 et la pression à la baisse exercée par un déficit budgétaire réduit étant compensée par une demande plus forte et une dépréciation du dinar. Le sous-indice logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles a été le principal moteur des pressions inflationnistes en Tunisie.

38. En Mauritanie, l'inflation est restée élevée en 2022 en raison d'une forte dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires et de carburant. Il convient de noter que, de tous les pays africains, la Mauritanie est la plus dépendante des importations de produits russes. Les importations en provenance des pays de la mer Noire constituent 60% du total des importations en valeur.

Tableau 3: Dynamique de l'inflation dans les pays d'Afrique du Nord

	2019	2020	2021	2022	2023
Algérie	2,0	2,4	7,2	8,7	8,2
Egypte	13.9	5.7	4,5	7,5	11.0
Libye	0,2	2,8	3.7	3.7	2,4
Mauritanie	2,3	2,3	3.8	4,9	4,0
Maroc	0,2	0,6	1.4	4,4	2,3
Soudan	51.0	163.3	359,1	245.1	111.4
Tunisie	6,7	5.6	5.7	7,7	

Source : CEA, sur la base des données WEO, avril 2022.

39. Dans un contexte d'inflation croissante conjuguée à la fuite des capitaux, de nombreuses banques centrales ont relevé leurs taux d'intérêt directeurs. À titre d'illustration, les banques centrales d'Égypte et de Tunisie ont relevé leurs taux directeurs de 100 points de pourcentage et de 75 points de base respectivement en 2022. D'autres comme l'Algérie et le Maroc ont décidé de maintenir leurs taux d'intérêt inchangés.

4. L'activité commerciale sur la voie de la reprise mais non sans risques

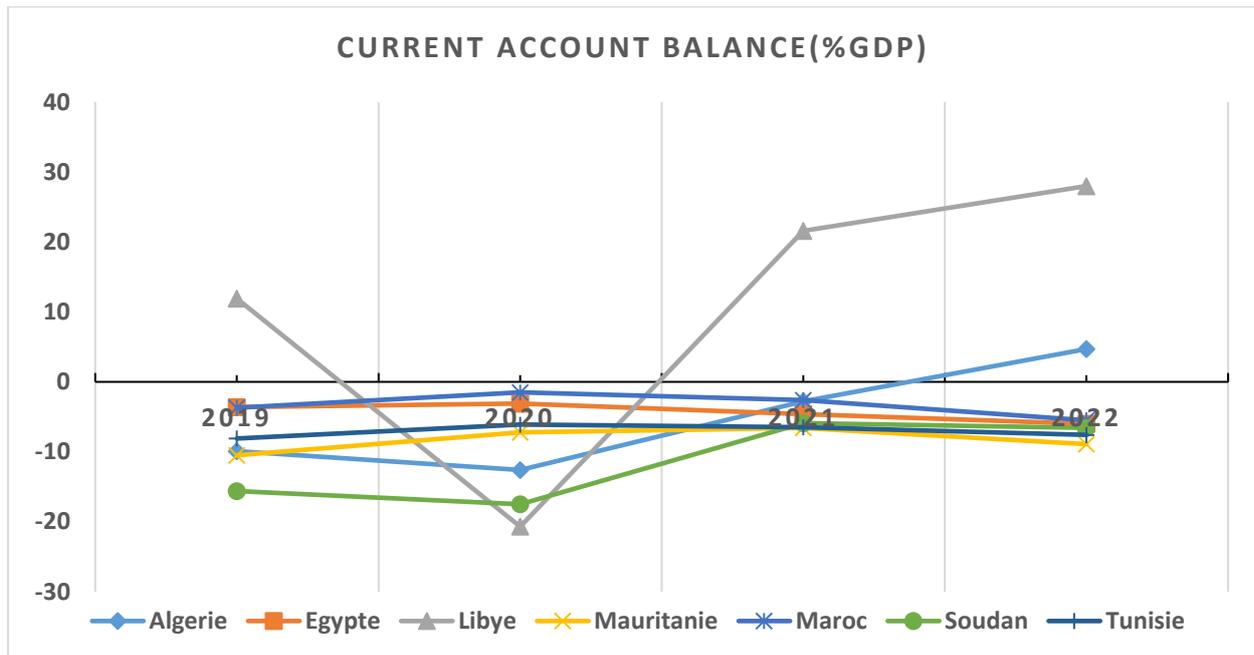
40. Après avoir commencé à se remettre lentement du choc induit par la pandémie de COVID-19, l'économie de l'Afrique du Nord pourrait bien voir ses progrès compromis. Plus particulièrement, la flambée des prix du pétrole et des denrées alimentaires en 2022 a mis à mal la balance courante de pays comme l'Égypte, la Tunisie et le Maroc. Une reprise des exportations de services pourrait permettre la création d'emplois et soulager quelque peu la position extérieure.

41. En Égypte, le déficit des comptes courants s'est creusé pour atteindre 6 en pourcentage du PIB en 2022, contre 3,1 en pourcentage du PIB en 2020, et devrait encore se creuser à fin 2022. Dans le contexte du creusement du déficit des comptes courants et de la faiblesse des IDE et des entrées de capitaux, les perspectives des réserves de change laissent entrevoir une détérioration significative.

42. Pour le Maroc, le déficit du compte courant s'est creusé, passant de 2,6 en pourcentage du PIB en 2021 à 5,5 en pourcentage du PIB, en raison du creusement du déficit commercial, de la lenteur de la reprise des recettes touristiques et de la faiblesse des transferts. À l'inverse, le Maroc est bien placé pour faire face aux défis posés par une facture d'importation en hausse grâce à la disponibilité d'un réservoir appréciable de réserves de change décent.

43. En Tunisie, le déficit du compte courant s'est réduit et ressort à 6,5 en % du PIB en 2021 contre 4,6 en % du PIB en 2020, alors que les prix des carburants et des produits alimentaires continuent de peser sur la position extérieure de la Tunisie. La BCT a également indiqué que, malgré une reprise de l'activité touristique, la position extérieure est restée faible et que le gouvernement a toujours du mal à assurer le service de la dette extérieure.

44. Cependant, sous l'impulsion des performances positives du secteur extérieur des pays exportateurs de pétrole, les excédents des comptes courants de l'Algérie et de la Libye sont passés respectivement à 4,7 % et 28 en % du PIB en 2022, contre -2,8 % et 21,6,7 en % du PIB en 2021, en plus de plusieurs mesures et politiques d'ouverture commerciale qui devraient être initiées pour permettre au commerce de l'Afrique du Nord de revenir en territoire positif (figure 3).

Figure 3. Solde du compte courant (en % du PIB) (2019-2022)

Source : Données de la Banque Mondiale, MPO, 2022

45. La situation actuelle dans le monde entier fait que les risques et les chocs commerciaux sont toujours d'actualité et sont susceptibles de nuire aux performances et à la croissance économique globale. Les États-Unis et l'Europe pourraient bien être exposés à un risque élevé de récession. Le changement climatique et les conditions météorologiques extrêmes figurent également parmi les menaces mondiales les plus graves pour la prochaine décennie (Forum économique mondial, 2022). La hausse des températures, les sécheresses et les changements dans les précipitations et les niveaux des eaux souterraines sont autant de phénomènes prévus, en particulier en Afrique du Nord. La production agricole, la croissance du PIB et les moyens de subsistance ont également subi de plein fouet les effets négatifs de la dégradation des conditions climatiques et de l'irrégularité des précipitations.

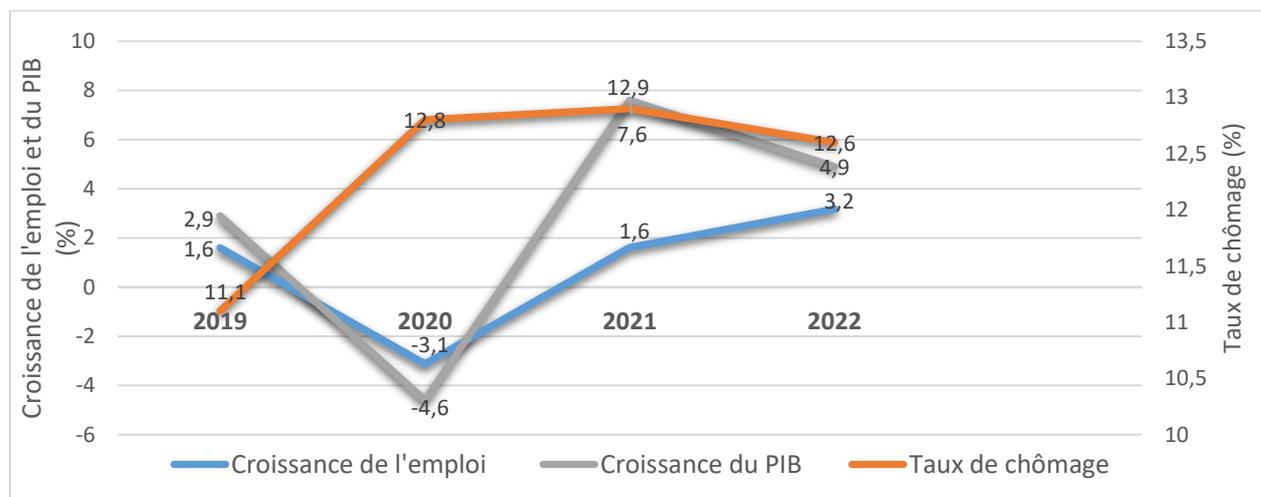
5. La reprise du marché du travail retarde la reprise de la production

46. Mais la croissance ne s'est pas traduite par une amélioration des résultats sur le marché du travail, les taux de chômage se maintenant bien au-dessus des niveaux pré-pandémiques dans de nombreux pays. Dans certains pays, le lien entre le commerce et le marché du travail semble avoir été rompu. Par exemple, un rapport de la Banque mondiale (2021) n'a trouvé aucune relation significative entre l'augmentation des exportations et les salaires, l'informalité ou la participation des femmes au marché du travail en Égypte.

47. En 2021, le taux de participation au marché du travail des femmes âgées de 15 ans et plus et des femmes âgées de 15 à 24 ans en Afrique du Nord a légèrement augmenté pour atteindre 19,8 % et 11,6 %, respectivement, contre 19,6 % et 11,1 % en 2020. Toutefois, ces chiffres restent relativement faibles par rapport à la moyenne mondiale de 46 et 32 % et à la moyenne africaine de 53 et 40 %, respectivement (Tableau 6). Les chiffres suggèrent également que si certaines femmes cessent de travailler après avoir perdu leur emploi, d'autres reprennent le travail pour compenser la perte de revenu du ménage. C'est le cas au Maroc, où la relance du marché du travail est principalement due à une augmentation du nombre de femmes entrant dans la vie active (BIT, 2022).

48. La crise du COVID-19 a mis un frein à la croissance économique mondiale, mais l'impact sur les marchés du travail a été très variable selon les régions, les pays et les groupes démographiques. Dans l'ensemble, la pandémie, conjuguée à une inflation inattendue, a eu un impact significatif sur les marchés du travail nord-africains, le taux de chômage passant de 12,8 % à 12,9 % et de 11,6 % en 2021 et 2020, respectivement. Le risque existe que le chômage cyclique devienne structurel. L'Afrique du Nord a ainsi connu une reprise économique accompagnée d'une augmentation du taux de chômage et d'une faible croissance de l'emploi (figure 4). Cela suggère une reprise tardive de l'entrée dans la vie active, avec pour corollaire que les travailleurs découragés ou licenciés mettront du temps à réintégrer le marché du travail. L'Afrique du Nord continuera à connaître une croissance modeste de l'emploi jusqu'en 2022. Ce constat indique que le renouveau du marché du travail en Afrique du Nord freine la croissance économique.

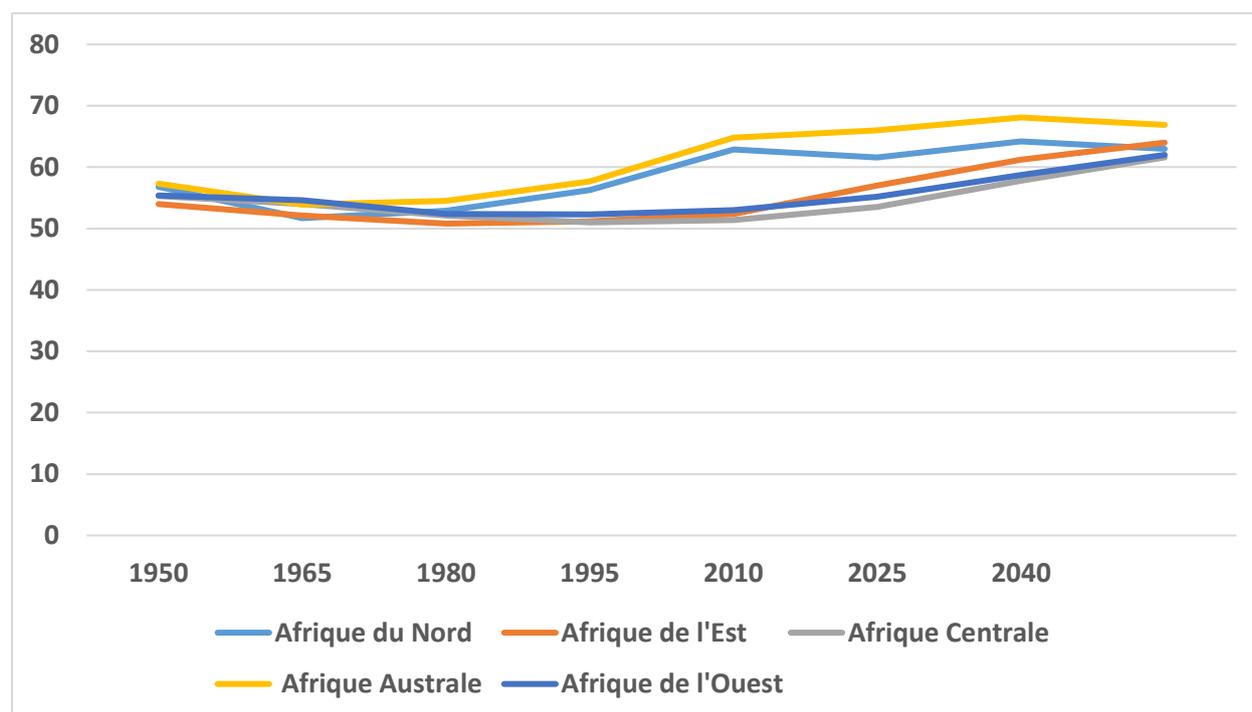
Figure 4 : Indicateurs du marché du travail en Afrique du Nord



Source: Données de l'Organisation internationale du travail (2022) et données de croissance du PIB tirées du WESP (2022).

49. La proportion de la population en âge de travailler en Afrique du Nord est l'une des plus élevées du continent africain (figure 5). Cela devrait normalement entraîner une augmentation de l'épargne et de l'investissement à mesure que l'âge moyen de la population en âge de travailler augmente (Scope Ratings, 2021). En revanche, à l'instar de la région d'Afrique australe, la région d'Afrique du Nord possède l'une des plus fortes proportions de jeunes chômeurs. L'Afrique du Nord passe donc à côté d'une opportunité d'utiliser cette masse critique pour améliorer la productivité du secteur formel, qui est la clé de la transformation structurelle. Comme on le sait, la plupart des jeunes travaillent dans le secteur informel, où ils occupent généralement des emplois précaires.

Figure 5 : Population en âge de travailler par région en Afrique (en pourcentage de la population totale)



Source : Division de la Population des Nations Unies.

50. Enfin, les pays d'Afrique du Nord sont relativement matures du point de vue démographique. Les prévisions démographiques des Nations Unies indiquent que la proportion des groupes d'âge avancé augmente tandis que celle des groupes d'âge plus jeunes diminue. Cela indique un allongement de la durée de vie, généralement associé à un âge de retraite plus tardif, donc une épargne supplémentaire.

51. Pour permettre aux pays d'Afrique du Nord de tirer parti de ces avantages, il est indispensable de mettre en œuvre des politiques visant à faciliter l'emploi, l'esprit d'entreprise et à promouvoir l'égalité des sexes. Ces politiques doivent également intégrer des investissements visant à garantir la qualité de la main-d'œuvre, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé. En dernier lieu et non le moindre, le développement des marchés financiers est crucial pour l'épargne des ménages.

6. Conclusions et recommandations politiques

52. La guerre en Ukraine a engendré une strate supplémentaire de risques, provoquant un énorme effet d'entraînement. Les inégalités ont été exacerbées non seulement par la pandémie mais aussi par les nouvelles incertitudes des marchés mondiaux. Les pressions sur les prix se sont intensifiées, amplifiées par les distorsions persistantes et l'émergence de tensions sur les marchés financiers en 2022. La viabilité de la dette, les pressions sur les liquidités et l'élargissement des écarts de taux empêchent des pays comme la Tunisie et l'Égypte d'accéder aux marchés financiers.

53. Les pays exportateurs de pétrole de la région, à savoir l'Algérie et la Libye, ont largement profité de la manne de la hausse des prix du pétrole et de l'augmentation de la production pétrolière en 2022, ce qui leur a permis de reconstituer leurs réserves, contrairement aux pays importateurs de pétrole (Égypte, Mauritanie, Maroc, Soudan et Tunisie), qui ont vu la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires alourdir leurs factures d'importation et creuser

leurs déficits budgétaires en raison de leur système général de subventions et de leurs niveaux d'endettement élevés. L'inflation globale est prépondérante dans la région car la plupart des augmentations de prix proviennent des produits de base, principalement des denrées alimentaires.

54. Le resserrement de la politique monétaire par les principales banques centrales (FED et BCE) et la hausse des taux d'intérêt ont privé les pays dont la monnaie est arrimée au dollar de leur indépendance monétaire, ne leur laissant d'autre choix que d'adopter les mêmes mesures. Ainsi, la Tunisie et l'Égypte ont relevé leurs taux d'intérêt tandis que l'Algérie et l'Égypte ont vu leur monnaie se déprécier, entraînant une augmentation du ratio dette publique/PIB. Par conséquent, la hausse des taux d'intérêt combinée à des niveaux d'endettement élevés dans la région, et en particulier en Égypte, a entraîné une augmentation des primes de risque et donc des sorties de capitaux plus importantes.

55. Il est dès lors recommandé aux pays d'Afrique du Nord de concevoir et d'adopter des politiques visant à soutenir la reprise et à préserver la stabilité macroéconomique. Les politiques visant à réduire l'inflation sont primordiales dans ce contexte. Cela peut se faire en développant des plans visant à répondre à tout besoin de dépenses de santé plus élevées ou de mesures de soutien fiscal (filets de sécurité sociale plus importants) dans le cadre de l'espace budgétaire existant, ainsi que des subventions directes pour les pauvres et les familles les plus vulnérables. À moyen terme, les pays doivent assainir progressivement leurs finances publiques en s'appuyant sur un resserrement monétaire et une flexibilité des taux de change.

56. Les gouvernements doivent maintenir l'efficacité des dépenses publiques, créant ainsi une marge de manœuvre pour les dépenses liées à la réduction de la pauvreté, et intensifier les efforts pour mobiliser les recettes intérieures, sachant que la hausse de l'inflation et des taux d'intérêt mondiaux risque de compromettre l'élan actuel. La digitalisation de la collecte des impôts peut améliorer le recouvrement des recettes grâce à la rationalisation et à la réduction des possibilités d'évasion fiscale. En outre, les partenariats public-privé (PPP) peuvent contribuer à attirer de nouveaux fonds pour le financement des infrastructures et des services publics afin d'obtenir des résultats socialement optimaux (CEA, 2021).

57. Les institutions financières internationales (IFI) sont appelées à jouer un rôle clé dans la restructuration et l'allègement de la dette, générant ainsi des liquidités et une marge de manœuvre budgétaire permettant aux gouvernements de mener des politiques budgétaires anticycliques et, dans certains cas, éviter le défaut de paiement. Il y a lieu de renforcer à la fois les cadres multilatéraux pour la restructuration de la dette et pour le financement du développement (FMI, 2022). Il est urgent de faire en sorte que le cadre commun du G20 atteigne son potentiel et que son application soit étendue à tous les pays à revenu intermédiaire.

58. Les crises ont gagné en intensité et en fréquence. Les pays d'Afrique du Nord doivent donc accélérer les réformes structurelles ; c'est notamment le cas des pays importateurs de pétrole, confrontés à un double impact (hausse des prix des denrées alimentaires et du pétrole). Outre les réformes nécessaires dans la sphère fiscale, les pays doivent également entreprendre des réformes destinées à améliorer le climat des affaires, mettre à niveau le système éducatif afin de réduire le déficit de compétences, améliorer l'efficacité des chaînes de valeur nationales et régionales et renforcer le rôle de la digitalisation pour la transformation productive de l'économie. Cela est possible en intensifiant la portée du secteur privé pour favoriser l'innovation, la compétitivité, la croissance économique et la création d'emplois en Afrique du Nord.

59. L'Afrique du Nord a été durement touchée par les crises actuelles, notamment en raison de sa faible intégration dans la région et le reste du continent africain. Les nombreuses crises mondiales actuelles ont en outre montré l'importance de la numérisation dans l'intégration des

chaînes de valeur mondiales et régionales. Les pays d'Afrique du Nord ont donc beaucoup à gagner du renforcement de l'environnement numérique, des politiques et des réglementations. L'assouplissement des barrières réglementaires et administratives aux transactions internationales (biens, services) par la numérisation et l'accélération de l'adoption des services financiers numériques pour accélérer l'intégration des chaînes de valeur et de l'industrie énergétique dans la région sont autant d'autres aspects essentiels (CUA/OCDE ,2022).

60. Tirer parti des avantages de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), en vigueur depuis le 1er janvier 2021, est un autre levier de transformation des systèmes agricoles et, plus largement, des relations commerciales en Afrique du Nord. La ZLECAf augmentera la production et la valeur ajoutée tout en garantissant des infrastructures et des normes de sécurité alimentaire suffisantes pour approvisionner et développer les marchés agroalimentaires locaux et régionaux. La ZLECAf a le potentiel de réduire l'exposition de la région aux perturbations mondiales et, en particulier, de stimuler la fabrication et la productivité locales.

61. Le choc du changement climatique est une autre perturbation importante et permanente que subissent les économies nord-africaines. Entre autres manifestations les plus graves, il y a lieu de citer l'insécurité alimentaire croissante, qui entraîne la faim et la maladie, un niveau élevé de pauvreté, une forte inflation des prix des denrées alimentaires et une dépendance excessive à l'égard des importations, le chômage et la perte de revenus, les perturbations commerciales, et éventuellement des pertes massives de vies humaines. Il est donc impératif que les nations accélèrent la transition vers une économie verte. La coopération régionale peut contribuer aux efforts nationaux d'adaptation au changement climatique, de réduction des émissions et de gestion des risques liés à la transition, favorisant ainsi les investissements verts et le développement de l'emploi. Considérant les contraintes budgétaires actuelles du secteur public, le secteur privé a un rôle critique à jouer dans la création et la canalisation de financements supplémentaires pour la transition verte. La participation du secteur privé aux investissements verts continue de se heurter à plusieurs difficultés en Afrique du Nord. Il est donc essentiel que les IFI et les autres acteurs offrent des services de conseil et des solutions financières adaptées pour aider les pays à attirer les investissements, et les entreprises locales à créer des emplois verts.

Références

1. AfDB (2022).- Perspectives économiques en Afrique 2022 : Soutenir la Résilience face au Changement Climatique et une Transition Energétique Juste en Afrique
2. CUA/OCDE (2022), Dynamique du Développement en Afrique 2022 : Chaînes de valeur régionales pour une relance durable , CUA, Addis Ababa/
3. OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/2e3b97fd-en>.
4. FMI (2022). Making debt work for development and Macroeconomic stability. Washington, DC, March.
5. FMI (2022). Perspectives économiques régionales. Moyen-Orient et Asie Centrale: Divergent Recoveries in Turbulent Times/Récupérations divergentes en période de turbulences Washington, DC, avril.
6. ILOSTAT (2022), estimations modélisées de l'OIT, juillet 2022. <https://ilostat.ilo.org/>
7. OIT (2021). Emploi et perspectives sociales dans le monde: Tendances 2021. <https://www.ilo.org/wcm>
8. Islam, Asif M., Dalal Moosa, and Federica Saliola. 2022. Repenser le rôle des pouvoirs publics envers les marchés et les travailleurs dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Washington, DC : Banque Mondiale. doi : 10.1596/978-1-4648-1735-9. Sous licence de Creative Commons CC BY 3.0 IGO.
9. Commission économique pour l'Afrique des Nations unies- CEA 2020 : Bilan des conditions économiques, sociales et climatiques en Afrique du Nord : Examen du profil régional 2021
10. CNUCED (2021). Statistiques du commerce international de marchandises 2021
11. CNUCED (2021b) Rapport sur le commerce et le développement 2021 : de la reprise à la résilience : la dimension du développement.
12. Nations Unies (2022). Situation et perspectives de l'économie mondiale 2022. New York.
13. Banque Mondiale (2022). Macro Poverty Outlook Country-by-country Analysis and Projections for the Developing World, Middle East and North Africa / Perspectives macroéconomiques de la pauvreté - Analyse et projections pays par pays pour le monde en développement, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Washington
14. Banque Mondiale (2022) Reality Check : Forecasting Growth in the Middle East and North Africa in Times of Uncertainty / Examen objectif : Prévision de la croissance au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en période d'incertitude. Le point sur l'économie de la région MENA, avril 2022.
15. Banque Mondiale (2022). International Trade and Labor Markets : Evidence from the Arab Republic of Egypt. Policy Research Working Paper 9668 / Commerce international et marchés du travail : données de la République arabe d'Égypte. Document de travail de recherche sur les politiques 9668
16. OMC (2021) Rapport sur le commerce mondial 2021 : Résilience économique et commerce.
17. Forum économique mondial (2022). Le rapport sur les risques mondiaux 2022, 17e édition.
18. Organisation météorologique mondiale (2021). L'état du changement climatique en Afrique. <https://public.wmo.int/en/our-mandate/climate/wmo-statement-state-of-global-climate/Africa>
19. Communiqué de presse de l'OMC, avril 2022. Statistiques et perspectives commerciales : Le conflit Russie-Ukraine met en péril la fragile reprise du commerce mondial.

Annexes

Tableau 3: Allocations générales de DTS obtenues par les pays d'Afrique du Nord en 2021

Pays	Millions de DTS	Part de l'Allocation Globale
Algérie	1 879,0	0,29
Egypte	1 952,5	0,3
Libya	1 507,8	0,23
Mauritanie	123,4	0,018
Maroc	857,0	0,13
Soudan	604,0	0,09
Tunisie	523,0	0,08
Afrique du Nord	7 446,7	1.14

Source : CEA, selon les données du FMI

Tableau 5 : Évolution du taux de change dans les pays d'Afrique du Nord (monnaie locale/US\$, moyenne annuelle)

	2020	2021	2022
Algérie	126,8	135.1	143.6,0
Egypte	16	15.7	16,5
Libya	1.4	4,4	4,4
Mauritanie	36,3	36,4	36,8
Maroc	9,5	9,3	9,3
Soudan	190,7	422,7	557,3
Tunisie	2,8	2,9	3.0

Source : Données de la Banque Mondiale, 2022

Tableau 6 : Analyse de la Main-d'œuvre et de l'Emploi en Afrique du Nord (2015-2023)

Variable	Région	Sexe	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux de participation au marché du travail	15+ Afrique du Nord	Masc.	40,3	39,4	37,5	36,6	35,8	33,7	34,5	34,8	34,9
		Feminine	17,5	17,0	16,3	13,2	11,9	11,1	11,6	11,7	11,7
	15-24 Afrique du Nord	Masc.	69,8	69,2	67,8	67,9	68,0	66,1	66,4	66,8	67,0
		Feminine	23,4	23,5	23,1	21,6	20,6	19,6	19,8	20,1	20,2
	15+ Afrique	Masc.	72,3	72,2	71,9	71,8	71,8	70,3	70,7	71,1	71,2
		Feminine	54,3	54,4	54,4	54,1	54,0	52,4	53,0	53,7	54,1
	15-24 Afrique	Masc.	48,2	48,1	47,7	47,5	47,3	45,3	46,3	46,9	47,2
		Feminine	41,2	41,3	41,4	41,0	41,0	39,0	40,4	40,9	41,1
	15+ Monde	Masc.	74,3	74,0	73,7	73,4	73,3	71,3	71,7	72,0	72,0
		Feminine	47,9	47,9	47,8	47,7	47,8	46,0	46,4	46,6	46,7
	15-24 Monde	Masc.	50,6	50,1	49,6	49,2	49,0	46,0	47,1	47,5	47,6
		Feminine	34,2	33,8	33,5	33,1	33,0	30,7	31,8	32,1	32,1
Main d'oeuvre (ml)	15+ Afrique du Nord (ml)	Masc.	52,5	52,9	52,9	54,0	55,1	54,5	55,8	57,3	58,6
		Feminine	17,8	18,2	18,2	17,3	16,8	16,4	16,8	17,4	17,8
Ratio Emploi-Population	15-24 Afrique du Nord	Masc.	28,7	28,5	27,2	28,2	28,3	25,7	26,2	26,7	26,9
		Feminine	10,7	10,3	9,9	7,4	6,8	5,9	6,0	6,2	6,3
	25+ Afrique du Nord	Masc.	75,2	74,8	73,6	73,6	74,2	71,2	71,2	71,8	72,2
		Feminine	21,0	21,2	20,9	20,2	19,3	18,0	17,9	18,2	18,4

Source : Données provenant de l'Organisation internationale du travail (2022).